

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 6 JANVIER 2009
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2009
(FRANCHE-COMTÉ)

NOR : *ASET0950407M*
IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Franche-Comté,

D'une part, et

L'union régionale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération régionale bâtiment et travaux publics de Franche-Comté
FO ;

L'union régionale CFTC BATIMAT-TP de Franche-Comté,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2009, les valeurs des minima annuels, sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du

24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures)
I	1	100	17 170
	2	110	17 615
II	1	125	18 285
	2	140	20 360
III	1	150	21 830
	2	165	23 690
IV		180	25 840

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Besançon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Besançon, le 6 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)